**GENERAL
ASSEMBLY**

**ASSEMBLEE
GENERALE**

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Les délégations sont priées de bien vouloir soumettre toutes leurs corrections, 48 heures au plus tard après la fin de la séance, de façon qu'elles soient apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

ASSEMBLEE GENERALE

PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE

PREMIERE COMMISSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CINQUANTE ET UNIEME SEANCE,

tenuë à Lake Success, le jeudi 8 mai 1947,

à 15 heures.

PRESIDENT : M. PEARSON (Canada)

CREATION D'UNE COMMISSION SPECIALE CHARGEE DE PREPARER L'EXAMEN
DE LA QUESTION PALESTINIENNE PAR L'ASSEMBLEE A SA DEUXIEME SESSION
ORDINAIRE ET MANDAT DE CETTE COMMISSION (DDC. A/C.1/136) (Suite

de la discussion) : Le Président a autorisé le délégué de Haïti à prendre la parole.
LE PRESIDENT (interprétation) : Les délégués du Brésil
et du Nicaragua ayant cédé leur tour de parole au délégué de Haïti,
c'est à ce dernier que je donnerai d'abord la parole.

M. ZEPHIRIN (Haïti) : Je vous remercie d'abord, Monsieur
le Président, de la grande bonté que vous m'avez témoignée en
m'autorisant à prendre la parole parmi les premiers orateurs. En
effet, je vous avais demandé cette faveur étant donné que je dois
prendre, cet après-midi, un train pour Washington.

Mes remarques seront extrêmement brèves; elles porteront sur
les propositions dont nous sommes saisis, propositions relatives
à la création de la Commission spéciale d'enquête qui s'occupera
de la question palestinienne.

Je rends d'abord hommage à la sagesse de mes collègues qui
ont bien voulu profiter des instants de répit que leur laisse l'au-
dition des parties en cause pour fixer certains points qui,
cependant, ne seront tranchés ^{définitivement} qu'après l'audition des différentes
parties.

()

Nous sommes saisis de trois propositions. Il est très difficile, d'ores et déjà, de prendre parti pour l'une de ces propositions contre l'autre. Les propositions qui sont devant nous sont également intéressantes. La proposition de la délégation des Etats-Unis - en faveur de laquelle je penche, je dois l'avouer - est plus rapide, plus expédiente que la proposition de la délégation de l'Argentine qui est certainement plus rationnelle et plus savante.

Mais, sans proposer que nous fassions ce que l'on a appelé par

humour un cocktail, je pense pour ma part, que ces propositions se

complètent l'une l'autre. En effet, si je ne vois pas très bien pour-

quoi les grandes Puissances, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne,

refuseraient de faire partie de la Commission spéciale, je dois cepen-

dant admettre qu'il serait discourtis de la part de l'Assemblée d'im-

poser son choix à ces représentants qui disent que, par scrupule et en

vue d'assurer l'impartialité des travaux, ils ne sont pas disposés à

faire partie de la Commission d'enquête. Comme toute la proposition de

l'Argentine repose sur l'acceptation des grandes Puissances de faire

partie de la Commission spéciale, les déclarations formelles faites

tant par le représentant des Etats-Unis que par le représentant de la

Grande-Bretagne me semblent ruiner en quelque sorte cette proposition,

et cela est un peu dommage; car la proposition de l'Argentine contient

certain points sur lesquels la proposition américaine est juste.

C'est pourquoi je disais au début que j'étais en faveur de l'ajuste-

ment des textes.

En effet, la proposition de l'Argentine prévoit avec raison qu'un délai sera imparti à la Commission pour présenter ses travaux. A mon avis, ce point est très important et nous ne devrions pas, en rejetant la proposition argentine, nous exposer à perdre le bénéfice de cette suggestion qui s'y trouve mentionnée.

D'autre part, la proposition de la délégation américaine comprend la prévision de voies et de moyens, si je puis m'exprimer ainsi, permettant aux représentants désignés d'accomplir leur mission dans les conditions les plus rapides et les plus favorables.

Je m'empresse d'ajouter que j'approuve entièrement le choix qui nous est proposé, à savoir des représentants du Canada, de la Tchécoslovaquie, de l'Iran, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de l'Uruguay. A mon avis, une telle composition offrirait les plus grandes garanties d'impartialité, et j'y souscris volontiers.

Cependant, je me permettrai, non pas de protester, mais d'attirer l'attention sur le fait que ce procédé employé pour désigner les membres d'une commission, sans un vote de l'Assemblée, revient en quelque sorte à forcer un peu la main aux autres délégués. Je répète que, dans ce cas, le choix qui a été fait est heureux. Le hasard a bien fait les choses cette fois-ci mais j'aimerais qu'à l'avenir, sur une question aussi primordiale que celle de la composition d'une commission, et d'une commission aussi importante que la commission d'enquête sur le problème de la Palestine, on n'ait pas recours à ce procédé qui consiste à proposer des noms. En effet, les diplomates passent pour être un peu retors, c'est entendu, mais on leur fait quand même la réputation d'être très courtois, et on comprendra donc combien il serait malaisé pour un collègue de s'élever contre la nomination d'un autre collègue proposé à son agrément, même s'il a pour cela des raisons extrêmement sérieuses. C'est pourquoi je suggère qu'à l'avenir, sur des matières aussi importantes, il soit procédé par vote au scrutin secret, ce qui est plus logique, plus normal et plus régulier.

Je répète une fois de plus que j'agréé volontiers, que je souscris au choix qui a été fait parce que, par hasard, c'est un choix heureux, mais en principe, à l'avenir, nous devons adopter une autre procédure.

Je disais que les propositions se complétaient parce que, pour ma part, je suis absolument favorable à la proposition de la délégation du Salvador. Celle-ci ne s'occupe pas de la question traitée par les délégations des Etats-Unis et de l'Argentine. Elle parle plutôt des limites des attributions de la Commission d'enquête, alors que les deux premières propositions traitent de sa composition.

C'est pourquoi je serais d'avis qu'en adoptant la proposition américaine - et je voterai pour une telle proposition - dans ce qui est de fondamental, de pratique, on pourrait y adjoindre quelques points prévus dans la proposition de l'Argentine, tel, par exemple, le ^{que} délai accordé à la Commission pour présenter son rapport. On devrait également préciser davantage l'objet de la Commission d'enquête.

Evidemment, nous n'adopterons une attitude définitive qu'après avoir entendu les parties qui ont été appelées ici devant nous.

Je tenais à faire ces observations afin d'aider mes collègues, autant que possible, à voir clair et afin de me former moi-même une conviction éclairée. C'est tout ce que j'avais à dire. Je remercie le Président ainsi que les Membres de cette Commission.

M. MUNIS (Brésil) (interprétation): Le problème soumis à notre examen est d'un intérêt tout particulier. Il offre, sur une petite échelle, tous les éléments du problème essentiel de notre époque, qui consiste à concilier et à trouver des possibilités de coexistence et de coopération pour des formes différentes et divergentes de conception politique.

Le fait que, pour la première fois, notre Jeune Organisation assume la responsabilité de donner une solution à un problème comme celui-ci devrait nous persuader de l'importance qu'il y a à agir avec prudence et circonspection, afin de pouvoir apporter une solution équitable, susceptible de favoriser le progrès social et le bien-être de la population dont il s'agit, et de renforcer à la fois le prestige des Nations Unies et la cause de la paix mondiale.

Je pense que nous sommes tous d'accord pour admettre que si nous échouions, nous mettrions en danger l'efficacité même des Nations Unies en tant qu'instrument de coopération internationale pour le règlement pacifique des différends. Nous nous trouvons en face, dans le cas présent, d'un des drames les plus pitoyables de notre époque. Il nous faut donner à ce problème une solution adéquate et n'épargner aucun effort pour y parvenir. En agissant ainsi, nous répondrons aux aspirations de la conscience du monde entier, à laquelle rien ne saurait être étranger. Ainsi également, nous susciterons au cœur des hommes un intérêt plus vivant pour la cause de la coopération et de la solidarité internationales en vue d'une meilleure compréhension des problèmes sociaux qui se posent de par le monde. La mesure de notre succès, en traitant de ce problème, sera un facteur important du renforcement de la cause de la paix et de la coopération entre les nations.

La première condition qu'il nous faut remplir, c'est d'assurer une audience aussi large que possible à toutes les parties qui ont intérêt évident à la solution du problème. C'est ainsi seulement que nous serons en mesure de préparer notre mandat pour la Commission d'enquête. Je remercie le Dr. Silver pour la déclaration si brillante et si substantielle qu'il nous a faite au nom de la Communauté juive de Palestine. J'écouterai avec autant d'intérêt toute déclaration qui nous sera faite de la part du Haut Comité Arabe.

De toute évidence, nous ne devons pas préjuger les délibérations et les recommandations finales de la Commission d'enquête. Ayant ceci présent à l'esprit, il faut que nous définissions son mandat d'une façon étendue, souple, afin que tout puisse être recommandé par elle, si elle le juge bon.

En élaborant ce projet de mandat, il nous faudra tenir compte des intérêts tout particuliers de la chrétienté pour ce qui est du règlement de la question palestinienne. En effet, nous ne devons pas oublier qu'en traitant de ce problème, nous avons affaire à ces Lieux Saints où ont pris naissance quelques-unes des plus hautes conceptions de notre civilisation.

A cet égard, je désire appuyer un point particulier qui se trouve souligné dans le projet de résolution dont nous a saisis mon ami, le délégué du Salvador.

En ce qui concerne la composition de la Commission d'enquête, la délégation du Brésil se prononce en faveur de la constitution d'un petit groupe au lieu d'une Commission plus large, et ceci, parce que, à notre sens, une petite Commission pourra plus facilement assimiler tous les faits qu'elle aura à sa disposition et parce qu'il y aura ainsi moins de divergences de vues entre ses membres que ce ne serait le cas si elle était plus nombreuse. Par conséquent, la délégation du Brésil appuiera la proposition des Etats-Unis d'Amérique relative à la composition de la Commission. Cette proposition est la plus acceptable; elle constitue une sauvegarde absolue de l'impartialité et de l'objectivité des conclusions auxquelles aboutira la Commission spéciale.

Nous considérons que les Membres permanents du Conseil de sécurité sont sages de s'abstenir de participer à cette Commission d'enquête, afin d'assurer à celle-ci une plus grande impartialité et afin que n'apparaissent pas, au cours des délibérations, des conflits de puissances qui, autrement, s'élèveraient inévitablement.

Etant donné que les recommandations finales de la Commission d'enquête devront être examinées et approuvées par l'Assemblée générale, au cours de sa prochaine session, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de créer un organisme plus large et plus représentatif, comme l'a suggéré le délégué de l'Argentine dans sa résolution dont je reconnais, par ailleurs, pleinement les mérites.

M. MARTINEZ-LACAYO (Nicaragua) (interprétation) : Au nom de la délégation du Nicaragua, je voudrais appuyer le plus brièvement possible la proposition que nous a soumise le Sénateur Austin, délégué des Etats-Unis.

On a dit beaucoup de choses quant à ce problème excessivement sérieux de la Palestine. Il semble qu'il ne vaille pas la peine de parler maintenant de tous les aspects du problème, et qu'il vaudrait mieux les étudier auparavant. Je suis et j'ai été toute ma vie un défenseur des droits de l'homme. J'ai toujours pensé que, dans ce monde, le temps équivalait à de l'or. Par conséquent, je demande à tous mes collègues de la présente Commission de l'Assemblée de bien vouloir s'occuper immédiatement et de façon concise et ferme du point inscrit à notre ordre du jour et de l'élection des Membres de la Commission, de telle manière que nous puissions faire entendre la note juste à tous nos Gouvernements dans cette affaire de la Palestine.

Chaque jour qui passe est un jour pris à la Commission.

Je voudrais qu'on commençât par voter sur la constitution de la

Commission et qu'on donnât à celle-ci tous les renseignements nécessaires comme l'a suggéré le délégué des Etats-Unis.

M. FABREGAT (Uruguay) (interprétation) : La délégation de l'Uruguay désire exprimer son opinion en la matière.

Lorsque nous avons commencé ce débat, nous avions le désir - et nous l'avons encore - de demander que l'on procède immédiatement à la nomination d'une Commission d'enquête composée d'un nombre limité de membres des Nations Unies et dont le rôle consistera à nous fournir les renseignements sur lesquels se fondera l'examen de la question de Palestine qu'entreprendra l'Assemblée générale lors de sa prochaine session du mois de septembre.

Nous sommes également d'avis, Monsieur le Président, qu'il serait préférable que la Commission fût constituée par des représentants d'Etats qui ne sont pas directement intéressés au problème de la Palestine. Par conséquent, la délégation de l'Uruguay appuie la proposition de la délégation des Etats-Unis. Le texte soumis par la délégation de l'Argentine, bien qu'en contradiction sur certains points avec l'attitude de la délégation de l'Uruguay que je viens d'exposer, contribue, sans nul doute à la solution de la question que nous examinons.

Je ne sais pas exactement quelle sera la procédure de vote que nous adopterons, mais il s'agira, je pense, d'un vote général qui nous permettra ensuite d'examiner les points les plus particuliers de la résolution. En tout état de cause, la délégation de l'Uruguay votera conformément à l'attitude que je viens d'exposer.

Il n'est pas tout à fait exact, je crois, de dire, comme le délégué du Venezuela l'a fait remarquer ce matin, que cette Commission devrait être constituée par des Etats strictement neutres car, encore une fois, je ne sais ce que signifie la neutralité à l'heure actuelle, étant donné la situation dans le monde, vis-à-vis de ce problème si important qui aura des répercussions sur les destins du genre humain.

Selon ma délégation, la commission devrait être constituée de pays qui ne sont pas directement intéressés au problème. La proposition de la délégation des Etats-Unis, quant à la composition et au nombre de Membres de la Commission d'enquête, pourrait être sujette à une limitation, comme l'a suggéré ce matin le délégué de la République Dominicaine.

La délégation de l'Uruguay a évidemment constaté qu'elle était comprise dans la proposition de la délégation des Etats-Unis; mais, à notre avis, la question la plus importante est celle relative aux pouvoirs que nous donnerons à la Commission d'enquête que nous allons instituer et qui devra jouir de tous les pouvoirs nécessaires pour entreprendre une enquête, de la liberté d'action et de mouvement indispensable pour visiter toutes les parties du territoire et, en particulier, les régions où la situation est la plus tendue, et pour recueillir tous les renseignements utiles. Toutes les parties devraient y être représentées et la Commission d'enquête devrait précisément noter toutes les possibilités qui permettraient d'arriver à une solution du problème. Ce sont ces solutions qu'elle sera appelée à soumettre à la prochaine Assemblée générale au mois de septembre.

Pour ces raisons, Monsieur le Président, la délégation de l'Uruguay votera en faveur de la proposition de la délégation des Etats-Unis dans ses termes généraux, car elle désire examiner plus particulièrement les termes concrets de chacune des deux résolutions. Ma délégation exprime également l'espoir d'arriver à une solution du conflit et de passer à l'exécution des principes de paix et de justice qui sont à la base de la

Charte de notre Organisation et qui doivent guider les actions des Nations Unies.

M. FIDERKIEWICZ (Pologne) (interprétation): J'entre actuellement dans le débat pour parler de la composition de la Commission d'enquête sur le problème palestinien. Il est encore trop tôt pour que la délégation polonaise puisse donner son opinion sur le fond de la question. Nous avons entendu aujourd'hui seulement le point de vue des représentants juifs mais nous n'avons pas encore écouté celui des représentants arabes. La délégation polonaise désire entendre la déclaration des représentants arabes et étudier attentivement tous les points de vue qui seront exposés devant la Commission avant d'exprimer son opinion sur une question aussi importante que le mandat de la Commission d'enquête.

Nous avons même hésité à entrer dans le débat sur cette question à l'heure actuelle. Les délégués des Etats-Unis et de l'Argentine ont toutefois soulevé ce point dans leurs résolutions et il a déjà été longuement discuté. Nous pouvons donc participer à la discussion en ce moment afin de donner notre opinion sur la composition de la Commission que nous devons instituer.

Nous pensons, tenant compte de la brève expérience que possède l'Organisation, que la meilleure composition possible de la Commission sera fondée sur une répartition géographique aussi équitable que possible. Nous ne croyons pas à la neutralité ou à la partialité. Tous les Membres qui seront élus, qu'ils aient ou non un rapport, quel qu'il soit, avec la Palestine, représenteront non seulement leur propre Gouvernement, mais surtout l'ensemble des intérêts des Nations Unies. S'il en était autrement, la Commission, à mon avis, manquerait à son but.

La question de Palestine pose un problème extrêmement difficile, un des plus importants dont cette Organisation ait eu à connaître jusqu'à ce jour. Par conséquent, j'estime qu'il est parfaitement injustifié d'exclure de la Commission les cinq grandes Puissances, Membres permanents du Conseil de sécurité. Bien au contraire, elles devraient, les premières, en faire partie, puisque la Charte leur confie la mission spéciale du maintien de la paix et de la sécurité.

Etre Membre d'une telle Commission d'enquête n'est nullement un privilège spécial. C'est un devoir, c'est même, à notre avis, un devoir très difficile et personne ne peut désertier ce devoir comme nul ne peut on être exclu.

Les déclarations des représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni m'ont beaucoup plu, aux termes desquelles ces pays sont prêts à ne pas participer à cette Commission s'ils croient que tel n'est pas le désir de la majorité. Mais si le désir de la majorité de la Commission est de les voir aider à résoudre ce difficile problème, non seulement à la table du Conseil, mais au sein même de la Commission, la délégation polonaise estime que leur participation aidera à la solution de la question qui nous est posée et renforcera les recommandations de la Commission,

Nous sommes, d'une manière générale, d'accord avec la proposition de l'Argentine. Nous estimons cependant qu'elle n'apporte pas la meilleure répartition possible au point de vue politique et géographique. En conséquence, la délégation polonaise suggère la composition suivante : la Commission comprendrait onze membres : les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité, deux délégués de l'Amérique latine (nous laissons à ces pays le soin de désigner leurs représentants), un représentant d'un Etat arabe (à notre avis celui-ci devrait être la Syrie), un délégué d'un Etat d'Afrique ou d'Asie, un d'un Etat de l'Europe orientale (je suggère soit la Yougoslavie, soit la Tchécoslovaquie), enfin un délégué d'un Etat de l'Europe occidentale.

Si cette Commission d'enquête était ainsi composée, elle serait puissante, impartiale et résoudrait probablement ce problème si difficile.

M. GUTIERREZ (Costa-Rica) (interprétation) : La délégation de Costa-Rica tient à dire, afin que sa déclaration soit inscrite au procès-verbal, que sa position, quant à la question que nous discutons est la suivante : la session extraordinaire de l'Assemblée générale ayant été convoquée dans le but bien déterminé de constituer une Commission d'enquête sur la question de Palestine et de lui donner toutes instructions quant à sa mission, cette Commission devant faire rapport à la deuxième session de l'Assemblée générale en septembre 1947, il ne semble que nous devrions nous efforcer de résoudre la question aussi rapidement que possible.

La Commission que nous allons nommer devra s'acquitter d'une tâche extrêmement sérieuse et je crains, pour ma part, que le facteur temps, qui est des plus limité, ne soit pour elle un obstacle important sur la route du succès.

C'est pour cette raison que je me permets très respectueusement de soumettre cet aspect particulier du problème à l'examen des délégués ici présents. Je voudrais, pour la même raison, apporter mes sincères félicitations aux délégués des Etats-Unis, de la République argentine, du Salvador et de la Pologne pour les services notoires qu'ils ont rendus à cette Commission en soumettant des propositions et des formules concrètes en vue de la solution du problème de la constitution de la Commission d'enquête et des instructions à lui donner.

Je regrette de ne pouvoir approuver les propositions du délégué de l'Argentine car nous sommes d'accord sur les principes énoncés par le délégué des Etats-Unis.

La délégation de Costa-Rica estime que la Commission que nous allons créer doit être composée des pays qui sont le moins directement intéressés à la question. Ce principe fut clairement souligné ce matin par le délégué du Royaume-Uni lorsqu'il a déclaré qu'on ne peut demander à quiconque d'être à la fois juge et partie dans une même cause.

Nous sommes opposés à l'emploi du terme "neutre" à ce sujet. En réalité, nous avons tous un intérêt plus ou moins direct à cette question, celui d'arriver le plus rapidement possible à une solution juste et équitable qui apportera la paix et la tranquillité à la Palestine. Un certain nombre d'Etats et de personnalités ont ce seul intérêt et c'est pour cette raison que nous devons faire en sorte d'aboutir très rapidement à la constitution de la Commission.

En conséquence, nous approuvons les propositions soumises par la délégation des Etats-Unis.

Quant aux instructions à donner à cette Commission d'enquête, nous serions enclins à établir un très large mandat lui laissant toute liberté pour faire son enquête et soumettre ses recommandations comme elle l'entend. Cependant, je n'insisterai pas sur ce point.

En résumé, nous appuyons la proposition de la délégation des Etats-Unis.

M. QUO-TAI CHI (Chine) (interprétation) : Je n'interviendrai que très brièvement afin d'expliquer l'attitude de la délégation de la Chine quant aux divers projets de résolutions soumis à l'examen de cette Commission.

En premier lieu, nous approuvons le projet de résolution présenté par la délégation des Etats-Unis. Elle est claire, concise, compréhensible. En particulier, je soulignerai mon accord sur la composition de

la Commission telle qu'elle a été suggérée, ou plus particulièrement sur la non inclusion des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité.

Cette attitude n'est pas due au désir de ne pas assumer nos responsabilités. La Chine ne le cède à personne dans la volonté de coopérer dans la tâche commune de l'Organisation des Nations Unies, partout où cela sera nécessaire. Mais, dans le cas présent, l'attitude du Royaume-Uni, également membre permanent du Conseil de Sécurité, doit être respectée. Son désir de ne pas faire partie de cette Commission d'enquête est normal et compréhensible et les raisons qu'il a données pour expliquer cette attitude demandent notre examen et notre respect.

Etant donné que le Royaume-Uni est puissance mandataire en Palestine et qu'il se trouve, au premier chef, intéressé à la question, il me paraît préférable qu'il ne soit pas membre de la commission d'enquête. Les raisons données ce matin par le représentant des Etats-Unis sont des raisons d'ordre tout à fait pratique. La règle de l'unanimité des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité, notamment, devrait être observée à tout moment, et, puisque le Royaume-Uni ne désire pas faire partie de la commission, je pense que les quatre autres Membres permanents du Conseil de sécurité ne devraient pas non plus en être membres. Je ne dis pas qu'ils doivent en être exclus, je préfère dire : ils ne doivent pas y être inclus. Par son objectivité et son impartialité, la commission doit avoir la confiance, non seulement des pays intéressés à la question, mais aussi du monde entier. Les pays mentionnés dans la résolution présentée par les Etats-Unis inspirent cette confiance et ce respect.

Je tenais à souligner l'attitude prise par la délégation chinoise au sujet de la composition de la commission spéciale d'enquête et de la non-participation des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité à ses travaux. Je réserve le droit à ma délégation de faire d'autres commentaires sur le projet, lorsqu'elle le jugera opportun ou nécessaire.

LE PRESIDENT (interprétation) : L'argument présenté par le délégué de la Chine sur la composition de la commission et, notamment, en ce qui concerne les Membres permanents du Conseil de sécurité, constitue la modification, en quelque sorte, d'une loi de base-ball qui est la suivante : "Si l'un n'est pas là, les autres n'y sont pas non plus".

M. ARCE (Argentine) (interprétation) : J'aurais préféré ne pas avoir à attirer, encore une fois, l'attention des membres de la Commission sur les quelques considérations que j'ai présentées hier et qui me semblaient alors, suffisamment claires.

La proposition argentine a été élaborée avec énormément de soin. Elle a été soumise à l'attention des Membres des Nations Unies, avant même que l'Assemblée générale ne tienne session. Elle est fondée sur des principes généraux nettement établis et se divise en quatre parties distinctes. L'une d'elles concerne l'organisation.

Contrairement à certaines opinions émises hier, j'avais compris que la façon la plus satisfaisante de régler le problème était de créer une entité devant partir des différents intérêts en cause, y compris les intérêts politiques les plus puissants.

Pour ces raisons, j'avais proposé l'inclusion dans cette Commission d'enquête des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité, d'un Etat arabe, tiré au sort, et de cinq autres Etats également tiré au sort. Les onze Membres ainsi désignés représenteraient les cinquante-cinq membres des Nations Unies, à raison de un pour cinq.

Il est vrai que les mathématiques, la technologie en général, ne peuvent recevoir d'application stricte en ce qui concerne les questions d'ordre politique. Mais il ne faut pas éviter de remarquer qu'elles constituent les sciences, tout au moins les sciences humaines les plus exactes.

Voilà pourquoi j'avais déterminé le chiffre onze comme le plus satisfaisant, remarquant par ailleurs qu'il s'identifie au nombre des Membres du Conseil de sécurité. En ceci, nous nous rangeons en effet aux côtés du représentant des Etats-Unis : nous aimerions voir les cinq grandes Puissances, en tant que Membres permanents, exclues le plus tôt possible ...

Mais mon projet de résolution n'aurait aucune raison d'être si l'on se plaçait de ce point de vue.

Il me semble, d'autre part, que le sénateur Austin a dit qu'il comprenait sincèrement, en fait, ma manière de voir. Je n'aimerais pas à ce propos, me trouver impliqué dans une manoeuvre de caractère purement politique, dont mes intentions et mon projet s'éloignent grandement. Eu égard à la considération que j'ai pour la presse, en général je signale qu'un journal new-yorkais, hier, faisant allusion à l'une de mes déclarations, rapportait que la délégation argentine avait adopté le point de vue de la délégation soviétique selon lequel les cinq grandes Puissances seraient incorporées à la Commission d'enquête. Avant que j'eusse moi-même le plaisir d'être saisi du point de vue de mon distingué collègue, M. Szunyko, le journal avait déjà saisi ma proposition !

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que ma proposition a pu influencer, en même ^{temps} que la discussion générale, la délégation

soviétique dans ses raisons d'adopter une vue identique, il n'y aurait pas eu là quelque chose de particulièrement normal...

A vrai dire, je n'ai embrassé les vues de qui que ce soit. Le mieux qu'on puisse dire est que d'autres délégations ont embrassé mon point de vue.

Cet éclaircissement donné, je tiens à dire combien mon projet de résolution est équitable et équilibré. C'est pourquoi je m'adresse au représentant de la Pologne, qui semble ne pas être d'accord sur ce point. Comme moi, il suggère un comité de onze membres, comme pour d'autres raisons. Mais il propose que la Commission comprenne cinq pays européens, trois pays américains, un pays asiatique, un pays africain et un pays choisi parmi les Etats arabes.

Nos honorables collègues d'Australie, de Nouvelle-Zélande et des Philippines se trouveraient sans représentation; tandis que l'Europe, comptant seulement dix-huit Etats membres, se verrait attribuer cinq sièges et l'Amérique, avec vingt-deux Etats membres, ne s'en verrait accorder que trois!

J'ai étudié l'arithmétique et l'algèbre, il y a très longtemps d'ailleurs. Je ne peux pas approuver cette proposition.

L'Asie n'aurait qu'un siège; l'Afrique également, les Etats arabes, sur six, en auraient un. Les Etats de la région de l'Océan Pacifique n'auraient aucune représentation.

Je ne voulais pas insister sur la proposition, mais j'attire l'attention du délégué de la Pologne sur ce fait que la répartition proposée par moi semble meilleure que celle qu'il propose.

On a, au sujet de cette proposition, critiqué le tirage au sort. Le délégué de la Tchécoslovaquie a dit que peut-être la chance serait telle que trois ou quatre Membres du Commonwealth britannique figureraient à cette Commission d'enquête.

Je ne veux pas dire que l'honorable délégué de la Tchécoslovaquie a voulu douter, en quelque façon, de l'impartialité des Etats du Commonwealth britannique. C'est un fait bien connu que, pour des raisons qui ont été fort bien exprimées, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Union Sud-Africaine se trouvent souvent en désaccord avec le point de vue du Royaume-Uni. Ceci arrive même très fréquemment à l'Australie.

Aucun des pays représentés à cette Commission, élus par tirage au sort, n'oublierait, évidemment, que la Charte des Nations Unies l'oblige à penser non pas en fonction de l'intérêt politique de son propre pays, mais en fonction des intérêts et des buts des Nations Unies dans leur ensemble.

N'importe lequel des Etats du Commonwealth britannique agirait avec autant d'impartialité que tout autre Etat.

Ceci étant dit afin d'éclaircir un peu la situation et afin de faire disparaître des doutes qui pourraient exister sur cette question spécifique, je tiens à répéter, pour le cas où l'on ne m'aurait pas bien compris, qu'il conviendrait que toutes les grandes puissances participent ou qu'aucune d'elles ne participe aux travaux de

cette Commission d'enquête.

Je ne veux ^{pas} parler ici de veto. Je suis pour ma part opposé au veto. Je n'ai jamais dit "les grandes puissances"; je dis toujours : "les puissances qualifiées de grandes". Or, les cinq puissances qualifiées de grandes sont des puissances exactement au même titre que Costa Rica et, j'ose le dire, que l'Argentine.

Il me faudra voter contre la proposition que j'ai soumise, car il me serait fort désagréable de jouer le jeu de qui que ce soit.

Dans cette résolution il y a d'autres points de vue; ce sont ceux qui ont trait aux pouvoirs à impartir à la Commission spéciale. Certaines parties de la résolution concernent ceux à qui il conviendrait d'accorder audience avant que la Commission d'enquête soit envoyée en Palestine. D'autres parties concernent la période limite pour le dépôt du rapport de cette Commission.

A ce sujet, j'attire l'attention de notre collègue, le délégué de la Suède, qui a déclaré que la proposition soumise par M. Austin était plus claire que la mienne. Le délégué des Etats-Unis me permettra de dire que la façon dont je comprends ma proposition me porte à croire qu'elle est plus claire que la sienne; en effet, le mandat dont sera nanti^y la Commission est très nettement défini. Il y est dit: "La Commission spéciale d'enquête aura les pouvoirs les plus étendus". Je ne précise pas davantage car, dès l'instant où nous commencerions à énumérer des points précis relatifs à ces pouvoirs, nous en oublierions certainement deux ou trois. C'est, je le répète, la raison pour laquelle je dis simplement: "les pouvoirs les plus étendus".

Le but de ma proposition est non seulement d'accorder les pouvoirs les plus étendus à la Commission spéciale d'enquête, mais encore de lui laisser la possibilité de proposer des recommandations ou de suggérer des solutions au problème qui nous occupe.

Pour ma part, je ne pense pas qu'il existe de proposition plus claire; si tel n'est pas le cas, je demanderai aux cinquante-cinq délégués qui m'écoutent de bien vouloir me le prouver.

Mon projet de résolution, dans sa troisième partie, précise que la Grande-Bretagne devrait être entendue en tant que Puissance mandataire; j'ai dit également que les Juifs et les Arabes devraient être entendus. Tout ceci est très clair, me semble-t-il; il n'y a rien à y ajouter; je dis simplement l'essentiel en aussi peu de mots que possible.

Il me semble que, le ^{je suis très}plupart du temps, objectif; c'est peut-être pour cette raison - parce que peut-être je suis toujours objectif, que je ne suis ⁿⁱ théorique ni platonique - que je n'emploie que les mots nécessaires, sans les parer d'adjectifs superflus.

Je l'assure également que toutes les propositions qui ont été ou qui seront soumises à cette Commission, y compris la sienne, sont des merveilles de lucidité, de clarté et de sagesse politique.

M. ASAF ALI (Inde) (Interprétation) : Nous venons d'entendre l'exposé si clair et si persuasif du délégué de l'Argentine.

Sans aucun doute, il a démontré que son point de vue était absolument impartial et objectif.

Cependant, quatre propositions sont devant nous; il devrait être possible de concilier ces quatre propositions et d'arriver à composer un texte qui puisse être adopté par tous.

Qu'il me soit permis d'attirer l'attention de la Commission sur un fait qui semble avoir été complètement oublié dans le débat général qui s'est déroulé aujourd'hui. Avant d'examiner la constitution et la composition de la Commission spéciale, nous devrions prendre une décision au sujet de son mandat. Nous devons savoir quelle sera la tâche de l'organe que nous sommes sur le point de créer.

Des projets de mandat ont été esquissés par les quatre délégations qui ont fait des propositions. Ne gagnerions-nous pas du temps si nous nommions un sous-comité que nous chargerions d'examiner tout d'abord le mandat à donner à la Commission spéciale; la rédaction définitive que nous rapporterait ce sous-comité serait peut-être le résultat d'un heureux compromis entre les membres de ce sous-comité; ceci constituerait une base pour nos travaux d'où s'ensuivrait une solution toute naturelle, à savoir que nous serons à même d'examiner la question de la composition de la Commission.

Je ne désire pas parler longuement, à ce stade de nos travaux et sur ce premier point; si la Commission décide de créer le sous-comité, toute discussion devient inutile aujourd'hui.

Mais, au sujet du point suivant, et bien que je reconnaisse la logique très forte des suggestions faites par le délégué de l'Argentine, j'estime qu'il y a également une logique très forte dans la proposition faite par le délégué des Etats-Unis et dans la déclaration du délégué du Royaume-Uni. Ces deux délégués soutiennent que les cinq Puissances ayant un siège permanent au Conseil de sécurité - ici, je

me conforme aux indications du représentant de l'Argentine; j'ometts l'adjectif "grandes" appliqué aux Puissances, car toutes les Puissances ici représentées sont grandes en elles-mêmes, - ne doivent pas faire partie de la Commission pour la simple raison qu'aux termes de leurs propres déclarations, deux de ces Puissances peuvent être considérées comme parties intéressées. Le Royaume-Uni, en particulier, serait dans une position très gênante; car l'une des parties l'accuse de mauvaise administration, l'autre partie l'accuse de conserver un mandat qui est illégal; ce pays devient donc à la fois accusé - et, par conséquent, obligé de se présenter comme tel à la barre - et prié de siéger dans cette Commission destinée à réunir des faits; . . . ensuite, le Royaume-Uni viendrait siéger en tant que juré et même juge au sein de la Commission. Or, il est impossible d'être en même temps juge et partie et de plus enquêteur.

Cette position serait absolument intenable et, par conséquent, le Royaume-Uni a probablement déjà décidé de ne pas faire partie de cette Commission. Les Etats-Unis se sont aussi excusés pour une raison semblable.

Il nous resté donc trois Membres permanents du Conseil de sécurité.

Etant donné que l'Union soviétique se trouve très rapprochée de cette région et qu'elle est probablement également intéressée à ce qui s'y passe, tant dans le monde arabe qu'en Palestine, il serait préférable pour l'Union soviétique de s'abstenir.

Il nous reste donc deux puissances : La France et la Chine. La première était autrefois puissance mandataire de la Syrie, et bien qu'elle ait maintenant abandonné ce mandat, nous pouvons considérer cependant que la France est une partie intéressée, d'une manière ou d'une autre, en ce qui concerne le commerce et diverses autres relations, avec cette partie du monde.

Il ne reste donc que la Chine. Cette dernière est toujours prête à apporter sa collaboration, et elle a déjà déclaré, d'autre part, qu'elle ne verrait pas d'objections à s'abstenir.

Personnellement, je le lui conseillerais, car les quatre autres grandes puissances, pour une raison ou pour une autre, seront absentes de ce Comité, ou s'imposent à elles-mêmes le silence. Par conséquent, ce serait une question de simple courtoisie de la Chine vis-à-vis de ses collègues si elle faisait preuve d'un esprit de solidarité à l'égard des grandes puissances et s'abstenait de participer à la Commission, comme les quatre autres.

Ceci signifie donc que les cinq grandes puissances sont éliminées. Une fois ces cinq grandes puissances éliminées il en reste cinquante et par conséquent, l'algèbre à laquelle notre savant ami, le délégué à l'Argentine s'est adonné tout à l'heure, devra être modifié en conséquence, et il faudra envisager une autre répartition. Je suis entièrement d'accord avec lui sur le fait que la proposition du

délégué de la Pologne omet, peut-être par pure inadvertance, une grande partie du monde, c'est-à-dire l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines.

Parlons en termes non seulement de puissances, mais d'êtres humains.

L'Asie comprend plus de la moitié de la population du monde entier, un seul représentant doit venir de l'Asie, il me paraîtrait qu'il représenterait, quel qu'il soit du reste, au moins les votes de tous les peuples dont il serait le délégué. Je suppose qu'il s'agit de la Chine. Dans ce cas, il représenterait 500 millions de personnes. Dans l'Inde, il y a 400 millions d'habitants, et ainsi de suite.

Je serais parfaitement satisfait si l'on tenait compte, dans la composition de la Commission, non seulement des Etats, mais de la population du monde, et s'il était fait une répartition proportionnelle à cette population. Toute suggestion qui pourrait être faite à propos de cette Commission devrait, à mon avis, tenir compte de ce que je viens de dire.

Il s'agit uniquement d'une question de principes et, au stade actuel, je ne veux pas citer de noms, car cela ferait des personnalités, mais je voudrais prier notre Commission, avant de prendre une décision sur la composition de la Commission d'enquête, de considérer ces principes. Pour le moment, Monsieur le Président, je serais entièrement satisfait si vous aviez l'amabilité de réduire la question au vote qui va avoir lieu immédiatement sur le point de savoir s'il y a lieu ou non, en ce moment, de nommer une sous-commission, de régler son mandat et d'énoncer les questions qui lui seront déférées.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je serais très heureux de procéder de la sorte, mais je crois que le moment n'est pas encore tout à fait venu de le faire. Il faut que notre débat général se poursuive. Lorsque la discussion aura pris fin - cet après-midi encore, je pense - nous serons sans doute en mesure d'adopter, dans ses grandes lignes, la procédure suggérée par la délégation de l'Inde.

M. GROMYKO (Union Soviétique) (interprétation) : Au début de notre discussion, je considérais que nous ne devions pas entamer l'étude de la question par l'examen de la composition à donner à la Commission d'enquête qui sera créée par l'Assemblée générale pour préparer les propositions correspondantes à présenter par elle à la session régulière de l'Assemblée générale. De la tournure prise par nos débats, il ressort clairement que nous avons commencé notre travail par la fin, c'est-à-dire par l'examen de la constitution de la Commission d'enquête, alors que, semble-t-il, nous eussions dû étudier en premier lieu la question des tâches à lui confier, - la composition de la Commission et ses fonctions ne venant qu'après les déclarations qu'auraient à nous faire les délégués des organisations juive et arabe de la Palestine ou de celles qui auraient désiré s'exprimer ici quant au fond du problème palestinien dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale a été décidée.

Mais nous nous trouvons maintenant - et j'en prends note - devant un fait acquis, devant une situation de fait : la discussion a maintenant commencé sur la constitution de la Commission. Je répète qu'il y a là un fait acquis. Et c'est pourquoi je voudrais faire connaître la position prise par l'Union soviétique en ce qui concerne la constitution de la Commission spéciale d'enquête.

Je ne traiterai pas ici de la question des fonctions à attribuer à cette Commission. Je considère, en effet, que pour l'instant, il ne serait pas tout à fait opportun de le faire. Je crois comprendre que ce

point de vue est partagé par la majorité de ceux des délégués qui ont pris la parole au cours de nos débats.

Sur cette question de la constitution de la Commission, j'attire l'attention sur ce que le problème de la Palestine est devenu une question importante. Le fait même qu'il ait été inscrit à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de son Assemblée générale, est éloquent par lui-même. Si ce problème ne revêtait pas cette importance, nul doute que l'Assemblée générale ne se fût point réunie en session extraordinaire en vue de l'étudier. Le fait aussi que l'Organisation des Nations Unies a décidé de convoquer une session spéciale, s'occupant exclusivement du problème dont il s'agit, donne à la question une importance telle qu'elle mérite, une attention toute particulière, et renforce la thèse selon laquelle notre Organisation attache à la question de la Palestine une importance spéciale.

De plus, l'Organisation des Nations Unies et l'Assemblée générale, du fait qu'elles ont décidé d'étudier la question de l'avenir et du sort de la Palestine, assumant une responsabilité toute particulière en ce qui concerne les décisions qu'elles seront appelées à prendre par la suite.

Ayant décidé d'étudier le problème de la Palestine, l'Organisation des Nations Unies a, par là même, assumé la responsabilité de l'avenir de ce pays et de la solution qui sera donnée au problème. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut interpréter la situation actuelle.

On nous affirme que, bien que l'Organisation des Nations Unies ait assumé cette responsabilité, les cinq grandes Puissances, Membres permanents du Conseil de sécurité, ne doivent pas, elles, assumer de responsabilité, tout au moins durant l'examen initial du problème.

La délégation soviétique considère que de telles affirmations et une telle position ne sauraient être justifiées par les faits. Etant donnée l'importance que l'Organisation des Nations Unies accorde à la question de la Palestine, il n'y a pas de raison de ne pas approuver le fait que les cinq grandes Puissances, comme tous les autres Etats membres et comme l'Organisation dans son ensemble, doivent assumer la responsabilité, non seulement des décisions finales que pourrait prendre l'Organisation des Nations Unies, mais également de la préparation de ces décisions.

Il est fort difficile de comprendre pourquoi l'Organisation dans son ensemble assume la responsabilité aussi bien pour les décisions qui seront prises que pour la préparation de ces décisions, alors que les grandes Puissances, qui portent une responsabilité écrasante pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, ne doivent pas, pour une raison obscure, assumer cette responsabilité. Une telle position ne saurait être

justifiée, étant donnée la décision de l'Organisation des Nations Unies de définir le sort de la Palestine, pour l'avenir aussi bien que pour le présent, et étant donnée la responsabilité qu'a pris sur ses épaules l'Organisation des Nations Unies dans la solution de ce problème.

L'Union soviétique est prête à assumer ses responsabilités, au même titre que les autres Etats Membres permanents du Conseil de sécurité et que tous les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, non seulement au sujet des décisions finales que les Nations Unies pourraient prendre sur le problème de la Palestine, mais également en ce qui concerne la préparation de ces décisions. Celle-ci est un facteur important et constituera une étape extrêmement difficile.

Selon la position prise par certaines délégations au cours de nos débats, les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité ne peuvent pas être sur un pied d'égalité avec les autres Etats Membres des Nations Unies lors de la préparation des décisions à prendre sur le problème palestinien. La délégation de l'Union soviétique ne saurait se ranger à cet avis et donner son accord à l'affirmation que les cinq grandes Puissances ne peuvent pas être sur un pied d'égalité avec les petits pays, ne serait-ce qu'au stade initial de l'examen du problème.

Pour quelle raison faut-il mettre sur deux plans différents les cinq grandes Puissances et les autres Etats Membres de l'Organisation? La délégation de l'Union soviétique ne voit aucun motif à cette iniquité dans le traitement des cinq grandes Puissances et des autres Etats Membres des Nations Unies.

Quant à la composition de la Commission d'enquête, l'Union soviétique, ainsi que je l'ai déjà indiqué, est prête à assumer la part de responsabilités qui lui incombera, non seulement au sujet des décisions finales, mais également lors de l'élaboration des recommandations qui seront faites à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale.

La délégation soviétique estime nécessaire de prendre en considération toute une série de facteurs, aussi bien géographiques que politiques, afin de constituer un organisme viable en même temps que représentatif. Elle ne voit, par exemple, aucune raison de s'opposer à l'admission au sein de la Commission d'enquête de l'un des pays arabes qui, comme nous le savons, sont particulièrement intéressés à la solution du problème palestinien.

Il ne saurait également y avoir d'objection à l'admission de pays de l'Amérique latine et d'autres parties du monde. J'ai déjà souligné la nécessité de prendre en considération les divers facteurs politiques, géographiques et autres, afin que la Commission d'enquête soit pleinement représentative.

Je voudrais également attirer l'attention de la Commission sur le fait suivant :

Il est suffisant, de se poser la question : dans quel cas, au cours de la session suivante de l'Assemblée générale, peut-on arriver à une entente plus complète au sujet de la solution du problème palestinien ? Est-ce dans le cas où les cinq Membres permanents auront participé à la préparation et à la prise de la décision ou dans celui où ces cinq Membres permanents seront au contraire écartés ?

Il est bien évident qu'il y aura beaucoup moins de difficultés pour parvenir à une solution concertée et à une unanimité au sujet de ce problème palestinien au cours de la prochaine session régulière de l'Assemblée générale dans le cas où les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité participeront à la préparation des recommandations qui seront présentées à l'Assemblée générale.

Cette thèse, me semble-t-il, est difficile à réfuter, car elle est évidente. S'il en est ainsi, pourquoi ne pas nous efforcer d'aboutir le plus facilement possible à une opinion unanime, à une solution concertée au cours de la session suivante de l'Assemblée générale ? Je crois, pour ma part, qu'en décidant de comprendre dans cette Commission spéciale d'enquête les cinq grandes Puissances, nous créerions les conditions les plus favorables, les conditions idoines dirai-je pour aboutir à une solution unanime quand il faudra que nous prenions une décision définitive, une solution finale au sujet du problème palestinien.

Est-ce que l'inclusion des cinq Membres permanents au sein de cette Commission d'enquête porte atteinte, - ne serait-ce que dans la plus faible mesure - au prestige des grandes Puissances ? Nullement. Elle n'y porte pas atteinte. Les petites Puissances coopèrent avec les cinq grandes Puissances dans chaque organisme de l'Organisation des Nations Unies. Elles coopèrent avec elles au sein du Conseil de sécurité, au sein du Conseil économique et social et de beaucoup

d'autres organismes que je ne citerai pas ici.

Il s'ensuit que la question ne peut même pas se poser de savoir si la participation des cinq grandes Puissances à cette Commission d'enquête risque - ne fût-ce qu'à un degré minime - de porter atteinte au prestige des petites Nations. Cette question même n'existe pas. Il en serait tout autrement si l'on se proposait de créer une Commission composée uniquement des grandes Puissances. Il est évident que, dans ce cas, l'on pourrait faire remarquer qu'il est quelque peu bizarre que l'on recommande de composer une Commission uniquement des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité. Mais ici, il s'agit non point de cela, mais d'une Commission qui comprendra des représentants aussi bien des grandes que des petites Puissances.

Ainsi, des considérations de prestige ne sauraient jouer ici car il n'y en a pas.

Je voudrais également faire quelques observations en ce qui concerne la proposition du délégué de l'Argentine. Les remarques que je viens de présenter montrent déjà clairement qu'elle est la position de l'Union soviétique à l'égard des propositions faites par le représentant des Etats-Unis. Dans un sens, le projet de résolution argentin diffère d'une façon avantageuse pour lui du projet de résolution des Etats-Unis, - d'une façon avantageuse dis-je, car il prévoit que la Commission d'enquête sera composée non seulement des représentants des grandes Puissances, mais encore de ceux des petites Puissances.

Le projet de résolution présenté par le délégué de l'Argentine a nettement l'avantage, dans la mesure, je le répète, où il s'appuie sur la conception que les cinq grandes Puissances ne peuvent se voir dénier le droit de participer à la préparation des recommandations qui seront présentées à l'Assemblée générale.

Le projet de la délégation argentine a également un autre aspect sur lequel la délégation soviétique ne saurait se déclarer d'accord si le projet n'était pas amélioré notablement. Cette possibilité de modification ne me semble pas exclue. En effet, le projet de résolution de la délégation de l'Argentine néglige les intérêts des pays d'Europe orientale.

J'ai déjà indiqué que cette Commission doit être représentative et qu'en la constituant il est indispensable de prendre en considération des facteurs politiques, économique et géographiques. Je crois que cette conception répond aux intérêts mêmes des Nations Unies. Il est impossible de ne pas reconnaître qu'en ce qui concerne la représentation au sein de la Commission, le projet de résolution de la délégation de l'Argentine néglige les intérêts des pays de l'Europe orientale. Tout le monde connaît le rôle joué par ces pays dans la lutte que nous avons menée contre l'ennemi commun. Tout le monde connaît également l'intérêt que portent tous ces pays au règlement pacifique de toute situation, de tout différend qui peut s'élever. Personne ne pourrait nier l'intérêt que ces pays, y compris l'Union Soviétique, portent à la solution des malentendus qui peuvent s'élever dans les diverses parties du monde/^{et} méritent l'attention de l'Organisation des Nations Unies, solution apportée par des moyens pacifiques, dans l'intérêt du monde entier et de notre Organisation internationale.

Comme je l'ai déjà indiqué, il existe des possibilités de modifier quelque peu le projet de résolution de la délégation de l'Argentine afin que la constitution de la Commission d'enquête que nous allons créer soit réellement équitable.

La proposition faite par le représentant de la Pologne est justifiée. Elle correspond aux exigences auxquelles nous avons à faire face si nous voulons constituer une Commission réellement représentative. Elle prend en considération des facteurs que nous ne pouvons pas ignorer.

Enfin, j'attirerai également l'attention de la Commission sur le fait que nous avons certains exemples au sujet de la constitution de quelques organes de l'Organisation des Nations Unies

Nous savons comment ces organes ont été constitués afin d'être réellement représentatifs. J'attire simplement votre attention sur la composition du Conseil de sécurité. En composant cet organisme, on prit en considération les facteurs indispensables. Personne ne peut dire, à propos d'aucun pays, que le Conseil de sécurité est constitué de façon inadéquate ou que la représentation qui y figure ne donne pas satisfaction. Lorsqu'on examine la constitution d'autres organismes subsidiaires, de caractère politique, il est nécessaire de considérer les facteurs dont on a tenu compte au cours de la composition du Conseil de sécurité. Cela faciliterait notre tâche et rendrait plus nécessaire encore l'unanimité à laquelle nous devons parvenir, en fin de compte. Nous devons nous baser sur l'intérêt primordial qu'il y a à agir avec équité. Si nous nous attachons à ne pas négliger les intérêts des uns et des autres, et si nous attachons une importance trop grande, même si nous ne l'avouons pas, à diverses combinaisons, ce ne serait pas opportun et nous écarterait des solutions établies en parfait accord. Dans l'examen de toutes les questions que nous aurons à étudier, nous nous dirigerions au contraire, dans des voies divergentes, ce qui équivaldrait, si l'on peut dire, à scier la branche sur laquelle nous nous trouvons.

Nous voulons arriver à un accord. Nous voulons résoudre le problème avec équité et justice. Nous voulons aboutir même, si c'est possible, à une solution concertée, à un accord unanime. Et nous ne tenons pas compte des facteurs les plus importants pour constituer la commission d'enquête qui doit préparer pour nous les recommandations correspondantes.

Peut-être ai-je parlé plus franchement que certains autres délégués au sujet de la constitution de la commission d'enquête. J'ai agi ainsi dans le seul but, croyez-le bien, d'une meilleure compréhension pour tous et afin que nous parvenions à un accord ou, tout au moins, à réduire au minimum les divergences qui pourraient se faire jour parmi nous, tout particulièrement à ce stade initial de l'examen du problème palestinien.

Il importe, surtout au début de l'examen du problème, que nous nous penchions sur nos intérêts communs et nous efforcions de donner une solution équitable sur tout aspect, si minime soit-il. Nous devons nous efforcer de ne pas porter préjudice aux intérêts et au prestige de chaque pays, si petit soit-il, et de nous appliquer à prendre en considération, à respecter les intérêts de tous les pays, quels qu'ils soient. Il faut faire en sorte que les propositions et recommandations susceptibles d'être élaborées par la Commission spéciale d'enquête correspondent dans la plus large mesure possible à l'intérêt de tous les Etats représentés dans l'O.N.U.

Matériellement, l'Union soviétique n'est pas intéressée à la solution du problème palestinien ou, plutôt au problème palestinien lui-même ; ceci est évident. Je ne pense pas qu'il soit besoin de le dire. L'Union soviétique n'est pas non plus intéressée au problème au point de vue de l'immigration juive en Palestine ; elle n'y a directement aucun intérêt étant donné que la population juive de l'Union soviétique, autant que je sache, ne manifeste aucun intérêt à l'égard d'une telle immigration.

L'Union soviétique est intéressée au problème palestinien sous l'angle politique, en tant que Membre de l'O.N.U. et Membre permanent du Conseil de sécurité. Elle se préoccupe du problème en ce sens qu'elle est intéressée à ce que soit prise une décision finale correspondant aux intérêts de la population palestinienne aussi bien qu'aux intérêts communs de tous c'est-à-dire, en définitive, à l'intérêt de l'O.N.U., à l'intérêt du maintien de la Paix et de la sécurité dans le monde.

M. TIBURCIO CARIAS (Honduras) (interprétation): Je ne désire intervenir que pour exprimer mon accord absolu avec l'attitude manifestée par divers représentants des pays de l'Amérique latine, de l'Equateur en particulier, dans leur appui donné à la

proposition de la délégation des Etats-Unis.

Pour ne pas me répéter et en vue d'être bref au milieu de tant de discours, je me borne à préciser la façon dont la délégation de l'Honduras votera.

Nous savons tous que, durant nos discussions, des milliers d'êtres humains sont en train d'endurer des souffrances qui vont croissant, physiquement et moralement. Il ne faut donc jamais cesser d'avoir à l'esprit que des souffrances sont infligées tandis que nous discutons.

M. GONZALEZ FERNANDEZ (Colombie) (interprétation): On remarquera ma constance dans mon désir de soutenir la ligne de travail originale tracée par le Président: on reconnaîtra, de même, que j'ai maintenu mon attitude, ma conviction, en faveur de la suggestion originale de ce dernier.

Je crois, en conséquence, que la proposition tendant à la création d'une sous-Commission qui aurait pour but d'amalgamer, de combiner les diverses propositions, afin d'arriver à la rédaction du projet de mandat pour la Commission d'enquête que nous allons instituer est quelque peu prématurée.

Comme je l'ai déjà fait remarquer, à plusieurs reprises, les institutions qui sont directement intéressées à la question devraient, conformément au plan que vous nous avez proposé, être entendues au préalable. La nomination de la / Commission et la rédaction de son mandat seraient ensuite entreprises.

Je ne veux en aucune façon m'opposer à une discussion générale et, en fait, je contribuerai par quelques remarques au développement de celle-ci. Je voudrais cependant considérer cette discussion comme une discussion préliminaire du problème que nous sommes appelés à résoudre.

J'exprimerai tout d'abord mes regrets les plus sincères quant à la suggestion qui a été faite par le délégué de l'Argentine: celui-ci a déclaré que la deuxième partie de sa proposition se trouve être annulée. Il se peut qu'il en soit ainsi au stade initial de notre discussion. J'espère que notre collègue pourra nous permettre de revenir sur ce point à une date ultérieure.

Cette proposition / présente un aspect des plus importants : il s'agit de faire figurer, parmi les Membres de la Commission d'enquête que nous allons établir, les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité. Nous croyons que ces derniers devraient être présents à toute entreprise qui trouverait son origine dans le souci du maintien de la paix et de la sécurité mondiales, et cela dès le début des travaux de cette entreprise.

On pourrait faire remarquer que l'intérêt de quelques-unes de ces grandes puissances étant lié de la façon la plus directe à la question sur laquelle nous discutons, ^{cela} pourrait empêcher ces grandes puissances de participer aux travaux de la Commission d'enquête.

Je crois, au contraire, qu'il y a là un argument en faveur de leur participation, car si ces grandes puissances sont directement intéressées à la question, elles ont parfaitement le droit, tout autant que n'importe quelle autre Nation, d'être présentes, de prendre part au développement de tout le processus par lequel l'Organisation arrivera à prendre une décision.

C'est là ce que le monde attend de notre Organisation et c'est ce qu'il attend également des Grandes Puissances, à savoir, qu'elles répondent aux responsabilités dont la Charte les a chargées, et qu'elles s'en acquittent lorsque demande leur en sera faite.

J'ai entendu un autre argument au sujet de la participation du Royaume-Uni; il est exact qu'il n'est pas possible d'être à la fois juge et partie à une cause; mais, pour autant que j'en puisse juger, il ne s'agit pas là d'une question juridique, ni même d'une enquête juridique. Le mandat que nous donnerons à la Commission spéciale d'enquête pourrait prévoir en tant que point essentiel une clarification et une étude de la situation en Palestine. Il ne s'agit donc pas de revêtir la question d'un caractère juridique pas plus que de prendre une décision d'ordre juridique, mais d'un conseil à donner à l'Assemblée. Il faut cependant que tous les faits relatifs à cette question soient examinés. Dans ces conditions, le Royaume-Uni ne serait pas juge et partie à la cause qui nous occupe.

On a également émis la pensée que les petits pays se trouveraient dans une situation plus difficile pour accomplir plus facilement cette mission et alléguer cette étude.

Puis-je me permettre de dire que, dans le passé, au cours des derniers mois, nous nous sommes rendus compte que les travaux de cette Organisation s'écoulaient à un rythme très lent; évidemment, nous savons tous que notre Organisation commence à fonctionner et les problèmes dont elle est saisie sont extrêmement difficiles et sérieux. Je m'aventurerai cependant à demander si le travail de cette Commission spéciale d'enquête ne serait pas plus long et plus difficile dans le cas où les petites Nations ne pourraient profiter de l'avis et des conseils des Grandes Puissances ?

D'autre part, si l'on craignait que la participation de ces Grandes Puissances aux travaux de la Commission spéciale d'enquête soulève des points de vue divergents, étant donné que chacune d'entre elles serait peut-être intéressée directement à la cause, ne pourrait-on donner à cet argument la réponse qui a déjà été faite ici, à savoir qu'il n'y a pas de neutres.

Je ne veux pas approfondir la question de neutralité, mais elle constitue cependant un facteur qu'il convient de prendre en considération. Nous devons du reste nous souvenir d'un certain nombre de facteurs, en ce qui concerne les jugements des pays très éloignés qui n'ont pas un intérêt direct à cette question, puisque, il est bien établi que certains Membres de cette Commission, non directement intéressés à cette question, participeront aux travaux de cette Commission spéciale d'enquête. Pour ma part, il conviendrait qu'un accord intervienne au sein de la Commission spéciale d'enquête avant de transmettre un rapport au sein de l'Assemblée générale. Cette dernière serait ainsi saisie d'un point de vue à peu près unanime ou même de deux points de vue divergents, et cela dès le début de ses débats, au lieu d'être en présence de ces points de vue divergents alors que les débats ont déjà commencé.

M. SAVA KOSANOVIC (Yougoslavie) (interprétation) :

Monsieur le Président, je ne ferai que quelques brèves remarques. J'ai exprimé hier l'opinion de la délégation yougoslave au sujet de la composition de la Commission spéciale d'enquête. Je désire maintenant souligner certaines opinions formulées par les orateurs qui m'ont précédé.

J'ai écouté très attentivement tous les discours prononcés hier et aujourd'hui. Je suis heureux de constater, à ce stade de nos débats, que nous sommes d'accord pour penser qu'il n'y a pas de

neutres dans cette question et que tout le monde y est plus ou moins intéressé. car, la seule chose à laquelle nous pouvons espérer arriver, c'est ^à un compromis entre les deux extrêmes et c'est le but de notre vote.

Je suis entièrement d'accord avec le représentant de la Colombie. Il a exprimé la même opinion que celle que j'avais l'intention d'exposer moi-même.

Mais, je n'ai pas été convaincu par les divers arguments avancés aujourd'hui contre la participation des cinq Membres Permanents du Conseil de sécurité à la Commission d'enquête. A mon avis, l'argument le plus fort qui ait été exposé est la position particulière du Royaume-Uni. Cependant, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son pays entendait être considéré comme un membre obéissant de cette grande organisation et qu'il accepterait sa décision, quelle qu'elle soit. La même opinion a été exprimée, au nom de la délégation des Etats-Unis, par M. le Sénateur Austin. Par conséquent, il y a là un argument qui ne devrait pas être retenu.

Le représentant de la Chine a déclaré que le travail de la Commission d'enquête serait probablement plus rapide si la participation des grandes Puissances était exclue. Je n'en suis pas certain.

Sir Alexander Cadogan a dit ce matin que le Royaume-Uni, en qualité de Puissance mandataire, ferait de son mieux pour aider la Commission d'enquête dans ses travaux. La meilleure aide qu'il pourra donner sera de faire partie de la Commission et de participer à ses travaux. A mon avis, ce serait retarder ces travaux, si, au cours de l'enquête, il fallait venir demander des renseignements à la Puissance mandataire et, pour cela, recommencer des discussions de procédure. Il semble beaucoup plus commode d'avoir la Puissance mandataire présente au sein de la Commission et participant à ses travaux avec voix délibérative.

Le délégué de l'Inde a répété plusieurs fois que, si la Grande-Bretagne faisait partie de la Commission, elle serait à la fois accusée, juge et enquêteur et qu'il vaudrait mieux exclure de la Commission la Puissance mandataire.

De l'avis de la délégation yougoslave, le Royaume-Uni encourt une responsabilité plus grande encore lorsqu'il participe aux discussions sur cette question au sein de notre Commission et demain au sein de l'Assemblée générale lorsque nous aurons à décider sur ce point : c'est alors que le Royaume-Uni sera un juge; si demain, au moment où nous adopterons une décision, nous excluons le Royaume-Uni parce que, comme puissance mandataire, il est directement intéressé à certaines questions, ceci signifierait qu'il y a de nombreuses raisons pour que le Royaume-Uni ne fasse pas partie de la Commission; et ceci serait absurde.

Je crois donc infiniment préférable que les cinq Membres Permanents du Conseil de sécurité fassent tous partie de la Commission d'enquête dès le début et qu'ils collaborent à ses travaux; les petites puissances y participeront également et apporteront leur aide.

Il est fort probable que nous arriverons à un accord; peut-être y aura-t-il deux opinions différentes sur cette Commission d'enquête et l'Assemblée pourra discuter.

Le travail serait alors beaucoup plus facile que si nous le retardions pour le soumettre en entier à l'examen de l'Assemblée générale au mois de septembre. Le Sénateur Austin a dit ce matin que si les cinq Grands sont représentés ici, ils commenceront à discuter de questions de procédure et de points secondaires. Je ne suis pas convaincu que ceci ne se passera pas de toute façon en septembre. Nous retarderions alors la solution de cette question fort importante. Nous sommes tous préoccupés de trouver à ce problème une solution équitable, le plus tôt possible, et de voir également la fin de ces discussions. C'est pourquoi nous appuyons vigoureusement l'idée de la participation des cinq grandes puissances aux travaux de cette Commission d'enquête.

A propos de la proposition du délégué de la Pologne sur la composition de la Commission, j'ai fait ce bref commentaire pour dire que la répartition géographique n'était pas très équitable. Puis-je, en particulier, attirer l'attention des délégués qui utilisent cet argument.

Dans la proposition des Etats-Unis, il est suggéré de nommer une Commission composée de sept membres : trois provenant de l'Amérique, trois provenant de l'Europe, ainsi qu'un représentant de l'Iran. A mon avis, une telle répartition géographique est encore pire.

Par conséquent la délégation de Yougoslavie est contre l'idée /de la proposition de l'Argentine/
primitive/, pour l'inclusion des cinq grandes puissances, et soutient également la proposition du délégué de la Pologne.

M. BELT (Cuba) (interprétation): De la façon dont se déroule le débat à l'heure actuelle, je crains fort que nous ne nous trouvions finalement en présence d'une session générale de l'Assemblée. et non plus d'une session extraordinaire, car à la vitesse dont nous conduisons nos travaux, le mois de septembre arrivera sans que nous ayons nommé la Commission d'enquête pour la Palestine.

Après avoir entendu les arguments des représentants du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la Chine, je suis, pour ma part, en faveur d'une solution qui consisterait à ne pas inclure les cinq Membres permanents du Conseil de sécurité dans la Commission d'enquête pour la Palestine. Il n'arrive que rarement que les cinq grandes puissances soient unanimes. L'unanimité n'est vraiment qu'un cas exceptionnel et nous connaissons tous quel est l'usage du veto. Si les grandes puissances n'ont pas été capables d'arriver à un accord dans les débats du Conseil de sécurité, ni dans les débats plus récents, il leur serait également difficile, à mon avis, d'être d'accord dans une Commission d'enquête. /

En dépit du fait que l'on nous suggère qu'il serait possible d'aboutir à un accord plus rapide sous la direction des cinq grandes puissances, je pense, pour ma part, que c'est le cas contraire. Nous avons une bonne occasion de donner une chance aux petits pays de faire une enquête rapide et approfondie sur la question de Palestine et d'en faire rapport à l'Assemblée générale.

Dans l'intervalle, il serait pratique de régler ces discussions de façon à pouvoir procéder à la nomination de cette Commission d'enquête, qui serait composée de sept Membres représentants de petites et de moyennes puissances.

M. ANDREWS(Union Sud-Africaine)(interprétation): Monsieur le Président, la discussion qui s'est déroulée cet après-midi a porté, en résumé sur la composition à donner à la Commission d'enquête pour la Palestine et sur la question de savoir si les cinq grandes puissances Membres permanents du Conseil de sécurité, devraient compter ou non parmi les membres de cette Commission.

Il est bien évident, qu'en fin de compte, la Commission aura à décider sur cette question de la composition de la Commission d'enquête. Cependant, elle devrait faire connaître son opinion à ce sujet aussi rapidement que possible, étant donné l'état actuel de notre discussion. Je crois me souvenir avoir entendu la délégation de Cuba dire qu'au rythme auquel nous travaillons, nous arriverons à la date d'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale sans en avoir terminé ici. Tel est exactement le problème qui se pose à nous.

J'ai une suggestion à présenter. Elle est de nature à faire comprendre ce qui arriverait si les cinq grandes puissances figuraient au nombre des membres de la Commission d'enquête. Bien entendu, l'on doit en arriver à quelques conclusions fondées sur l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies comme résultat des travaux effectués par elle au cours des dix-huit derniers mois. Je crois qu'il y a là une question qui fait partie de l'Histoire.

Or, il faut bien admettre que, d'une manière générale, il serait impossible d'arriver à une conclusion encourageante si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité participaient aux travaux de la Commission. Cette participation ne signifierait pas qu'une solution plus rapide puisse être trouvée au problème palestinien. Encore moins serait-il possible d'avoir des recommandations précises à présenter à l'Assemblée en septembre prochain.

Je regrette que les grandes puissances se soient montrées hésitantes lorsqu'il s'est agi particulièrement de se mettre d'accord à l'unanimité. Je pense qu'au stade actuel de la discussion, il serait préférable qu'elles ne fussent pas mises au nombre des membres de la Commission d'enquête. Allant plus loin encore, je dirai qu'au cours des dix-huit mois qui viennent de s'écouler, les petites puissances ont fait preuve, au sein de l'Organisation des Nations Unies, d'un remarquable sens des responsabilités et de leur désir de coopération.

Je crois qu'en considération de ce principe, point n'est besoin d'exposer plus en détail mon opinion. Je me bornerai à dire que la délégation de l'Union Sud-Africaine est disposée, à l'heure actuelle, à envisager avec encore plus de sympathie l'idée d'une Commission composée de petites puissances. Je dis donc simplement, Monsieur le Président, qu'à l'heure actuelle, et d'une façon générale, en tant que principe, j'appuierai les recommandations formulées par la délégation des Etats-Unis.

M. PARODI (France) : Je voudrais vous poser, Monsieur le Président, une question relative à la marche de nos travaux.

J'éprouve quelque hésitation à prendre position sur la question qui fait l'objet de notre débat actuel en raison du fait que nous n'avons que tout juste commencé les auditions auxquelles nous avons décidé de procéder.

Nous avons décidé de procéder à certaines auditions. Nous avons également jugé utile qu'elles soient aussi étendues que possible pour chacune des organisations.

D'autre part, nous n'avons à résoudre, au cours de notre session, deux problèmes : composition de la Commission; mandat à lui confier.

de ces questions
Si nous décidons avant d'avoir entendu les représentants de toutes les organisations, je ne vois plus bien à quoi pourraient servir leurs explications, à moins cependant qu'elles ne constituent simplement un exposé sur le fond même de la question, ce qui constituerait une sorte de préambule aux travaux de l'Assemblée générale qui doit se réunir en septembre prochain.

Cependant, je ne pense pas que ce soit sous cet angle que nous ayons envisagé la question.

Dans ces conditions, il y aurait intérêt, à mon sens, à ce que les organisations que nous devons entendre fissent connaître leur point de vue en ce qui concerne la composition de la Commission et le mandat à lui impartir. Pensez-vous, Monsieur le Président, d'après les informations dont vous disposez, que les auditions dont il s'agit puissent avoir lieu dans un délai assez court ? Sinon, comment pourrions-nous organiser notre travail, compte tenu du fait que nous désirons jouir de l'avantage d'être bien renseignés avant de prendre une décision ?

LE PRESIDENT (interprétation) ; Je réponds au délégué de la France que nous allons terminer notre débat général sans doute aujourd'hui, à moins que d'autres délégués ne désirent prendre la parole.

M. FADHIL JAMALI (Irak) (interprétation) : J'ai écouté avec la plus grande attention les différents points de vue présentés aujourd'hui. Il nous a été possible, en vérité, de tirer grand profit de l'exposé des deux aspects du problème, exposés qui nous ont été faits par les deux parties, si je puis dire.

Nous avons maintenant à examiner deux problèmes, celui de la constitution de la Commission d'enquête et celui du mandat qu'on donnera à cette Commission.

J'aurais été très heureux que ces deux questions fussent traitées séparément. Quelques orateurs ont, en effet, parlé davantage d'un des aspects du problème, alors que d'autres se sont étendus plus spécialement sur l'autre aspect. Aujourd'hui, on a surtout parlé de la constitution de la Commission, alors qu'il n'a pas été question du mandat dans la plupart des discours que nous avons entendus.

Ma délégation a un avis extrêmement clair en ce qui concerne la formation de la Commission : elle voit les points forts et les points faibles des deux argumentations en présence. C'est pourquoi un certain temps sera nécessaire pour arriver à une décision finale.

Je désire cependant souligner, dès maintenant, un aspect auquel se sont référés beaucoup d'orateurs, à savoir celui de la représentation géographique au sein de la Commission d'enquête.

Je voudrais tout particulièrement appuyer l'argument du délégué de l'Inde en ce qui concerne l'importance de l'Asie. Le fait que ce continent contient environ la moitié de la population du monde milite en faveur d'une bonne représentation asiatique au sein de la Commission.

Il ne faut pas oublier non plus que la Palestine, après tout, est l'une des principales portes de l'Asie vers l'ouest.

Mon but principal en demandant la parole était de traiter le problème du mandat de la Commission d'enquête.

J'ai lu, à ce sujet, avec beaucoup d'intérêt les projets de résolution présentés par les délégations des Etats-Unis, de l'Argentine et du Salvador. Les deux premiers sont, dans une large mesure, vagues et contiennent beaucoup de généralités. Je n'approuve pas la thèse que le mandat de la Commission

devra être aussi étendu que possible; en revanche, je trouve que ce mandat devrait être clairement défini. Il faut qu'il contienne des points directeurs. Le mandat, tel qu'il est exposé dans la proposition de la délégation du Salvador, a une forme beaucoup plus concrète et plus précise que dans les autres projets.

Je voudrais, Monsieur le Président, que la Commission prît en considération le problème fondamental de la Palestine, qu'elle étudiât de quelle façon il a été soulevé, pourquoi il a été soulevé, ainsi que l'essence même du mandat, qu'elle examinât la question de savoir si ce dernier est légalement valable ou non, s'il peut entrer dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, s'il est valide moralement, humanement et politiquement parlant, s'il est opportun que, dans un monde pacifique, l'on jette un peuple sur un autre sans consulter ce dernier et sans son consentement et qu'un peuple soit subjugué et soumis aux desseins d'un autre peuple.

Tels sont les points fondamentaux et cruciaux du problème.

Il faut que nous indiquions les principes politiques, économiques, juridiques et moraux qui devront être étudiés et inclure cette étude dans le mandat de la Commission.

L'une des questions qu'il faudrait également poser à la Commission serait celle de savoir pourquoi d'autres Etats arabes ont obtenu leur indépendance, alors que ce n'est pas le cas pour la Palestine.

Est-ce parce que la population de la Palestine est inférieure ou parce que le mandat n'est pas équitable et conforme aux principes du droit humain que cet Etat n'est pas encore libre et indépendant? Ces deux cas devraient être envisagés par la Commission d'enquête.

Je n'irai pas plus avant aujourd'hui dans ce débat.

LE PRESIDENT (interprétation): Si personne ne demande la parole, nous pouvons, je crois, considérer cette phase de la discussion générale du point figurant à notre ordre du jour comme terminée et il serait peut-être opportun en ce moment de revenir au point soulevé il y a quelque temps par le délégué de l'Inde afin de savoir où nous en sommes de nos travaux et ce que nous devrions faire maintenant.

Le délégué de l'Union soviétique désire-t-il prendre la parole avant que je résume le débat et que je fasse certaines propositions quant à la procédure à suivre?

M. GROMYKO (Union soviétique) (interprétation): Je voudrais, Monsieur le Président, vous poser la question suivante: Vous avez dit, je crois, que la discussion générale était terminée. Entendez-vous par là la discussion générale sur la composition de la Commission ou la discussion générale de la question figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale?

LE PRESIDENT (interprétation): C'est ce que j'ai commencé à expliquer et que je vais continuer à faire, si vous me le permettez.

La discussion qui s'est déroulée ici a été extrêmement intéressante et je ne pense pas qu'il ait été illogique de conduire nos débats de cette façon et d'avoir une discussion préliminaire sur le sujet figurant à notre ordre du jour, c'est-à-dire la composition et le mandat de la Commission d'enquête. Si nous avions retardé cette discussion afin d'entendre les déclarations des représentants des organisations, nous n'aurions rien pu faire jusqu'à ce que ces organisations aient décidé

ou non de venir exposer leur point de vue.

Une Organisation non-gouvernementale, l'Agence Juive pour la Palestine a déjà fait une déclaration. Un Sous-comité a été créé afin d'examiner les pétitions autres que celles du Comité Arabe. Il s'est déjà réuni et il se réunira encore demain à dix heures. La date limite pour la présentation d'autres demandes a été fixée à ce soir minuit et le rapport sur les communications provenant d'autres Organisations qui ont demandé à se faire entendre ici sera prêt demain après-midi.

La troisième phase, à savoir la position du Haut Comité Arabe, n'est pas encore très claire. Nous n'avons pas pu entendre leur représentant jusqu'ici étant donné que nous venons de recevoir à l'instant leur réponse à la communication que le Président de l'Assemblée leur a envoyée hier.

Cette réponse, adressée par le Secrétaire de la Délégation du Haut Comité Arabe au Président de l'Assemblée générale, est ainsi libellée: /

"J'ai l'honneur de vous remercier de votre télégramme du 7 Mai contenant la résolution prise par l'Assemblée générale au cours de sa 76ème séance, le 7 mai, et je voudrais vous informer que la délégation du Haut Comité Arabe sera heureuse de venir exposer son point de vue devant la Première Commission."

Ainsi donc, nous allons prendre toutes mesures nécessaires pour que le Haut Comité arabe puisse comparaître devant nous dans le moindre délai. A cet effet, nous allons entrer en contact avec eux. Entre temps, la Commission devrait poursuivre son travail. Dans ce but, je suggère que nous décidions que la première phase de notre discussion est terminée. Je ne veux pas dire par là que la Commission n'aura pas toute latitude pour discuter aussi bien de la composition que du mandat de la Commission d'enquête. Le sujet n'est nullement clos. Je veux simplement dire que les discussions préliminaires sont terminées. Le délégué de l'Australie a suggéré qu'il serait logique de diviser ce point de notre ordre du jour en deux parties : 1°) mandat de la Commission d'enquête, 2°) composition de la Commission d'enquête.

Il est également logique de traiter d'abord du mandat, car, dans une certaine mesure tout au moins, c'est de la décision que nous prendrons en ce qui concerne le mandat que dépendra celle que nous serons amenés à prendre en ce qui concerne la composition de la Commission. Nous devrions évidemment traiter d'abord du mandat. Il me semble que c'est là une procédure logique et, si nous l'adoptons, nous pourrions aboutir à une décision aussi rapide que possible en ce qui concerne le mandat de la Commission spéciale.

Sur ce point, nous sommes saisis de trois résolutions : celles de l'Argentine, des Etats-Unis et du Salvador, ainsi que de certaines suggestions faites au cours des débats.

Nous pourrions nous efforcer de décider en séance plénière de cette Commission du mandat à donner à la Commission d'enquête. Les trois propositions que je viens de citer ne présentent pas entre elles une très grande différence quant au mandat, mais il en est quelques-unes cependant et, pour aplanir ces difficultés, pour aboutir si possible à ce que nous puissions discuter sur un seul document au lieu de trois, toujours en ce qui concerne le mandat de la Commission d'enquête,

le délégué de l'Inde a suggéré qu'au lieu de ralentir notre travail, nous pourrions au contraire l'accélérer en créant un petit sous-comité, espérant que celui-ci essaierait de concilier les trois propositions déposées concernant le mandat de la Commission d'enquête et ferait rapport à la Commission plénière avec un seul document constituant le mandat.

La Commission pourrait alors prendre une décision sur cette partie de son ordre du jour, à savoir le mandat de la Commission spéciale d'enquête.

Peut-être aurons-nous alors entendu toutes les Organisations non-gouvernementales et cette audition pourrait influencer cette partie de notre travail.

Je désirerais maintenant connaître l'opinion de la Commission sur la procédure que je viens de suggérer? Devons-nous créer un tel sous-comité qui commencerait son travail immédiatement, ou, au contraire, devons-nous traiter du mandat de la Commission d'enquête en séance plénière de notre Commission? Mon point de vue (que je donne pour ce qu'il vaut) est que nous économiserions du temps en créant ce petit sous-comité qui pourrait, dès ce soir, se mettre à l'œuvre.

M. GONZALES FERNANDEZ (Colombie) (interprétation) : Le but recherché, je crois, est que ce sous-comité élabore un document de travail ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Oui, c'est cela, un seul document de travail au lieu de trois. Nous n'aurions ainsi qu'un seul document concret sur lequel nous aurions à prendre notre décision.

Si cette procédure est satisfaisante, je pourrais peut-être

proposer aux membres de la Commission, à titre de simple suggestion, la formule suivante : le sous-comité de travail serait composé des délégués de l'Argentine, de l'Australie, de la Chine, de l'Egypte, du Salvador, de la France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Ce sous-comité de travail serait donc composé de neuf membres.

Y a-t-il des observations à présenter quant à cette suggestion ?

M. AUSTIN (Etats-Unis) (interprétation) : Il serait peut-être utile que notre Président préside ce sous-comité de travail.

LE PRESIDENT (interprétation) : Cela me paraît être une très mauvaise idée. Le Comité aurait alors un nombre pair. Dix membres ne me semble pas un nombre satisfaisant pour un sous-comité de travail.

M. MARTINEZ LAGAYO (Nicaragua) (interprétation) : La délégation du Nicaragua appuie la déclaration du représentant des Etats-Unis. Nous sommes en train de perdre beaucoup de temps et il faut que la question devienne précise.

M. GROMYKO (Union Soviétique) (interprétation) : S'il n'y a pas d'objection, je demanderais qu'un membre soit ajouté à ce comité, à savoir le délégué de la Tchécoslovaquie.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il vient d'être suggéré d'ajouter le délégué de la Tchécoslovaquie ^{au} sein du Comité. Si votre Président y siège également il sera donc composé de onze membres.

M. HODGSON (Australie) (interprétation) : Ce sous-comité ne pourrait-il travailler en même temps que notre Commission politique? Les représentants qui ont été choisis pourraient déléguer leurs adjoints qui travailleraient à la Commission politique, ce qui lui permettrait de continuer son travail. Mais il vous serait peut-être difficile, Monsieur le Président, d'être en deux lieux en même temps?

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne crois pas que cela soit difficile: C'est impossible.

Ce point est important, Le sous-comité doit-il travailler en même temps que la Commission plénière ou doivent ils travailler séparément? Je me demande si dans ce cas où le Comité doit préparer un document de travail pour la Commission plénière, les deux organismes

doivent travailler en même temps. Il me semble préférable que le sous-comité travaille dès maintenant et fasse un rapport demain après-midi à notre Commission. Ce soir et demain matin lui suffiraient peut-être pour terminer son travail.

Les délégués sont-ils d'accord?

J'espère que cette suggestion répond à la question qui a été posée il y a quelques instants par le délégué de la France. C'est la seule réponse que nous pouvons lui présenter à l'heure actuelle.

Nous pourrions examiner le rapport du sous-comité demain après-midi. Donc, à moins que la Commission n'en décide autrement, il y aura séance plénière demain après-midi à quinze heures, soit pour examiner le rapport du sous-comité, soit pour entendre le Comité arabe s'il est prêt. Notre travail portera sur l'une de ces deux questions mais peut-être même sur les deux.

M. GROMYKO (Union Soviétique) (interprétation) : J'avais fait une proposition, Monsieur le Président. Combien aura-t-il de membres au sein de ce Comité?

LE PRESIDENT (interprétation) : Il y aura onze membres, y compris la Tchécoslovaquie. Y a-t-il d'autres observations?

Le sous-comité pourrait se réunir quelques instants après notre séance. Nous pourrions nous réunir d'abord dans cette salle, et le Secrétariat nous trouvera une salle appropriée.

La Commission plénière se réunira demain après-midi demain à quinze heures.

La séance est levée à 17 h. 35.